

A Bruxelles, le lourd héritage des années Barroso

Le pantoufflage chez Goldman Sachs de l'ex-patron de la Commission fait jaser et les langues se délient. Sans conviction ni vision, M. Barroso a laissé la technocratie imposer ses vues, déplorent des Européens

BRUXELLES - bureau européen

Mardi 12 octobre, 11 heures du matin, devant le Berlaymont, le siège de la Commission européenne à Bruxelles. Une poignée de retraités de la fonction publique européenne sont venus officiellement remettre à Jean-Claude Juncker la pétition en ligne – désormais signée par 150 000 internautes – contre le scandale du pantoufflage de l'ex-président de la Commission José Manuel Barroso chez Goldman Sachs. Le comité d'éthique de l'institution communautaire est censé statuer sur ce « transfert » dans les semaines qui viennent.

Les vrais initiateurs de la pétition se sont faits discrets, et pour cause : ce sont des fonctionnaires européens en activité et ils craignent pour leur carrière. Lancer une telle initiative ne va pas de soi dans une corporation liée par un devoir de réserve et viscéralement européenne. Mais l'affaire Barroso a vaincu leurs réticences : « Il nous salit tous », témoignait un des initiateurs rencontrés en septembre.

De fait, annoncé en juillet, le débâchage de l'ancien patron de la Commission, qui a fait deux mandats (de 2004 à 2014), par la plus grande banque d'affaires du monde est « indéfendable », avouent en privé des décideurs européens de premier plan : les pratiques de l'enseignement américain ont contribué à la crise des subprimes et au naufrage de la Grèce, qui ont failli emporter l'euro. De surcroît, la nouvelle recrue sera chargée depuis Londres de gérer les conséquences du... Brexit. « C'est inacceptable moralement », dit

un commissaire de l'équipe Juncker, déjà membre du collège précédent.

Parmi les fonctionnaires, comme dans les milieux européens, que *Le Monde* a interrogés, le malaise est profond. Car cette affaire rouverte des plates mal refermées au sujet de l'héritage des années Barroso. « Ce président de la Commission n'a pas incarné un grand dessein collectif, il a essayé de tenir dans la tempête, mais cela ne suffit pas », relève Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors, résumant un sentiment largement partagé à Bruxelles. Une formule plus cruelle circulait à l'époque, prêtée à l'ancien eurodéputé Jean-Louis Bourlanges : « Il ne dit rien, mais le dit en cinq langues. »

« Il cherchait à éviter les débats »

L'ancien premier ministre portugais, désigné à la suite du veto de Tony Blair contre le candidat soutenu par la France et l'Allemagne, le Belge Guy Verhofstadt, a beaucoup contribué à affaiblir encore la Commission. « M. Barroso avait horreur des conflits et cherchait à éviter les débats, cela a tué la collégialité entre commissaires et favorisé la technocratie, dirigée par Catherine Day, sa toute puissante secrétaire générale », analyse un diplomate. Ce dernier n'a pas oublié comment cette discrète Irlandaise, au caractère bien trempé, a tout fait pour éviter la refonte de la fameuse directive Bolkestein sur la libre circulation des services, défendue bec et ongles par son compatriote, le très libéral commissaire au marché intérieur Charlie McCreevy, lors du premier mandat Barroso. Contesté par les syndicats des anciens États membres qui ont alors craint l'arrivée en masse d'artisans venus des pays de l'élargissement, le projet – hérité de la Com-



Des membres

de l'ONG

Transparency

International,

devant le siège

de la

Commission

européenne,

mercredi

12 octobre,

à Bruxelles.

JOHN THYS / AFP

mission Prodi – devra attendre le double « non » au référendum sur la Constitution en France et aux Pays-Bas, en 2005, pour être revu de fond en comble.

Beaucoup ont voulu voir dans la biographie du Portugais une certaine ambivalence, un côté « caméléon ». Avant sa nomination, il s'était surtout fait connaître pour avoir organisé le sommet des Açores, en compagnie de George Bush et Tony Blair, à la veille de l'invasion de l'Irak, à laquelle la France et l'Allemagne s'étaient opposées. Né en 1956 à Lisbonne, M. Barroso a évolué du maoïsme vers la droite libérale. Martin Schulz, le président social-démocrate du Parlement européen, ne disait-il pas de lui : « Quand il parle aux socialistes, il est socialiste. Quand il parle aux libéraux, il est libéral. Il dit aux gens ce qu'ils veulent entendre » ?

Le mandat « Barroso I » a d'abord brandi

une bannière franchement libérale, au nom du « mieux légiférer », ce qui n'a pas empêché la Commission de multiplier les législations, notamment en matière climatique. « Barroso a bloqué pas mal de textes liés au social, dont la révision de la directive travailleurs détachés, qui s'est transformée en une directive d'application, la révision de la directive sur le temps de travail, la stratégie sur la santé et la sécurité au travail », accuse l'eurodéputée socialiste Pervenche Berès, présidente de la commission emploi et affaires sociales du Parlement européen durant le second mandat Barroso.

Grande frustration

Sous la pression des événements, l'intéressé s'est résigné, au cours de son second mandat, à durcir la réglementation bancaire européenne sous la houlette du commis-